

## CHAPITRE V

### LES LIMITES DE L'EXPERIENCE HARMEL : oppositions et résistances

#### A. - JUSQU'EN 1893.

L'expérience de Léon Harmel mettait en cause trop d'intérêts et de principes pour ne pas susciter réticences et résistances. Celles-ci existent dès l'origine. Mais les milieux concernés paraissent réagir de façon très inégale. Il est vrai que la disparité des sources ne permet pas de se faire une idée exacte sur ce point.

Du côté ouvrier, aucun problème sérieux ne semble se poser au Val avant 1894. On ne peut tenir pour un acte de résistance le fait que quelques jeunes gens se rassemblent pour bavarder dans un coin de la chapelle ou se rendent aux bals de village malgré les interdictions. Les actes d'opposition ouverte, motivant des sanctions, sont très rares<sup>1</sup>.

A l'extérieur du Val, aucune opposition ouvrière ou socialiste ne paraît se manifester sérieusement avant 1893, à l'exception toutefois de Godin. Il est vrai que la publication du journal régional radical-socialiste *Le Franc Parleur* ne commence pour de bon que cette année-là. Apparemment, la presse socialiste et radical-socialiste ne s'intéresse au Val des Bois qu'à partir du moment où *Notre-Dame de l'Usine* lui paraît menaçante : elle s'attaque alors au prototype de «l'organisation chrétienne» des usines<sup>2</sup>.

*Un article de GODIN en 1882*

Plus clairvoyant, Godin, dans sa revue *Le Devoir*, lance l'attaque dès le 27 août 1882. S'il se trompe sur *Notre-Dame de l'Usine*, dont il fait une congrégation pour femmes, (ce qui montre que l'organisation n'est guère connue à ce moment-là) il conçoit clairement que le Val des Bois est le modèle de la «réforme chrétienne des populations.» «Catholiciser le travail, reconstituer quelque chose d'analogue aux jurandes et maîtrises du Moyen-Age», c'est bien en effet ce dont il s'agit. Godin a compris le plan de Harmel. Simplement, il verse dans la caricature lorsqu'il affirme que ce plan

«consiste à prendre des enfants en bas âge, à les nourrir amplement de la saine doctrine, à les évangéliser afin qu'ils puissent évangéliser les autres à leur tour, et à en faire des contremaîtres, des chefs d'atelier chrétiens avant tout.» Selon lui «on transformerait ainsi petit à petit l'usine en une vaste Jésuitière, remplie de religieux laïques, constituant une sorte de Tiers-Ordre comme il en existe dans la Société mondaine des catholiques». Dans les usines s'inspirant de cette méthode, on se demanderait plus «Êtes-vous mécanicien habile, ajusteur entendu, filateur expérimenté, mais bien : Êtes-vous bon catholique? Recevez-vous souvent les sacrements?»

Godin attache de l'importance à l'expérience Harmel parce que «ce plan n'est point un projet en l'air, une utopie irréalisable» mais qu'il est appliqué au Val des Bois et qu'il est possible de l'imiter. La date de l'article est intéressante. Le congrès d'Autun est tout récent. Sans doute Godin a-t-il compris le premier que le plan Harmel était assez «libéral», assez habile, assez élaboré pour constituer un danger véritable pour le socialisme et l'indépendance ouvrière. D'où son article.

*Amitiés et résistances dans le clergé.*

---

<sup>1</sup> Renvoi du Cercle de 3 jeunes hommes (mentionné à la séance du 8 octobre 1880. Procès-verbal du Comité de la Corporation, p. 200). «Lors du passage du Saint-Sacrement, l'un d'eux était resté tête couverte derrière des jeunes gens d'Isles-sur-Suipe, sortis pour la circonstance d'un café voisin, ayant également le chapeau en tête et tenant une queue de billard à la main.»

<sup>2</sup> Selon Cl. WILLARD. «Les attaques contre N.D. de l'Usine» no 57 du *Mouvement social*, la première attaque sérieuse, celle des «uesdites», date de 1891

Après 1870, l'emprise des patrons du Val des Bois sur Warméville et leur action politique expliquent les oppositions qui se manifestent au conseil municipal<sup>1</sup>. Celles-ci n'ont pas d'autre signification. Elles ne mettent pas en cause la «méthode» Harmel.

Par contre les réactions du clergé, et aussi celles des religieuses employées par l'usine, sont beaucoup plus révélatrices. Ce sont aussi celles que je connais le mieux, grâce aux archives du Val.

Léon Harmel a rencontré dans la hiérarchie de nombreux enthousiasmes : Monseigneur de Ségur en 1872 puis, à l'occasion de la publication du *Manuel*, en 1876, Monseigneur Pie et Monseigneur Freppel, le plus explicite :

«C'est assez vous dire, cher Monsieur, que vous êtes absolument dans le vrai en constituant votre corporation sur des bases chrétiennes. Vous donnez là un grand et bel exemple que je désirerais voir suivre à tous nos chefs d'industrie manufacturière. Ce serait la régénération des classes ouvrières, et la vraie solution des problèmes sociaux qui tourmentent nos contemporains, en face de l'égoïsme des uns et de l'insubordination des autres»<sup>2</sup>.

Monseigneur Langénieux, plus bref, n'est pas moins enthousiaste. Pie IX lui-même, en 1877, envoie à Léon Harmel sa bénédiction accompagnée de considérants très flatteurs. Un peu plus tard, en 1879, Léon XIII répond de façon très chaleureuse à l'archevêque de Reims qui lui a recommandé à juste titre (c'est le bref du Pape qui l'affirme) l'œuvre entreprise par les pieux frères Harmel. C'est la première des manifestations de soutien et d'amitié du nouveau Pontife.

Pourtant Léon Harmel n'a pas joui du soutien unanime du clergé. La création de la chapelle en est la raison profonde. Autorisée par Mgr Gousset, cette chapelle est bien accueillie par les archevêques successifs, Mgr Landriot puis Mgr Langénieux. Ils voient en elle un moyen de gagner des âmes dans le milieu qui leur paraît en avoir le plus besoin. Il est fatal, par contre, que le curé du village, quel qu'il soit, y voie une limitation de son autorité et ne puisse être en excellents termes avec les Harmel. Il est significatif que la lettre, déjà citée, du cardinal Gousset, soit adressée au curé de Warméville et qu'elle ait pour objet de préciser les limites entre ses attributions et celle du «chapelain». Ce qui est plus étonnant, c'est qu'à l'origine l'archevêque seul paraisse avoir été partisan de ce privilège ecclésiastique. Léon Harmel le rappelle dans une lettre adressée à Mgr Péchenard, vicaire général, en 1894 :

«Pour notre chapelle, le recours à Rome a été inventé pour répondre à l'opposition universelle du Clergé du Diocèse dans ce temps-là.» (Il est exact que les deux confirmations pontificales successives étaient juridiquement inutiles : elles n'avaient qu'une portée morale.) «Les grands vicaires du temps étaient aussi hostiles que les autres et l'un d'eux (passé à l'éternité) m'a dit à moi-même qu'il considérait la chapelle du Val des Bois comme un fléau. Grâce à Dieu et au grand maître, le temps, cette opposition a complètement cessé»<sup>3</sup>.

Il est dommage que cette lettre ne nous indique pas les raisons de cette hostilité. Crainte de voir se développer, en dehors du cadre normal de la paroisse, une vie religieuse échappant au contrôle habituel, livrée aux initiatives d'un aumônier et, par-delà, à celles d'un laïque puissant qui l'utiliserait à sa guise pour réaliser ses desseins ? Simple hypothèse. Il est certain, évidemment, que Léon Harmel a éprouvé deux tentations bien compréhensibles : celle de majorer aux yeux des patrons chrétiens le rôle accordé par l'Eglise à sa chapelle ; celle d'interpréter largement le privilège accordé. La première se traduit par une phrase prononcée, en 1879, au congrès d'Angers. Elle rappelle

«L'exemple du vénérable cardinal Gousset qui a créé le Val des Bois en nous imposant une chapelle avec des privilèges que nous n'aurions pas osé demander»<sup>4</sup>.

Or le cardinal a peut-être accordé des attributions plus larges que celles qui avaient été demandées ; il n'a pas imposé la chapelle.

<sup>1</sup> En avril 1872, les Harmel, ayant obtenu l'autorisation préfectorale de raccorder leur usine au nouveau chemin de fer, demandent un embranchement à la municipalité. Les multiples précautions qu'ils doivent prendre montrent les défiances, voire les jalousies qui existent à leur égard. Cf. COUSIN-HENRAT, *op. cit.*, p. 336-342. Sur les problèmes nés lors des élections municipales de mai 1888 cf. A.D. MARNE, 13 M 19

<sup>2</sup> Lettres reproduites en préface du *Manuel*. A leur suite, se trouve celle du Comte de Chambord, Frohsdorf, 6 septembre 1877

<sup>3</sup> Lettre à Mgr Péchenard du 18 octobre 1894

<sup>4</sup> *Congrès des directeurs des Associations ouvrières catholiques. Rapport de M. Harmel*. Angers, 1879, p. 15

La seconde tentation mène à créer, à la place du seul chapelain, une résidence de religieux et de prêtres. Face à une telle puissance, le curé de Warméville ne peut que se sentir désarmé. Jusqu'en 1889, il se révèle accommodant. Lorsqu'il meurt, Léon Harmel regrette

«Le curé visiblement indépendant de nous... Notre aumônerie complètement indépendante du curé... C'est ainsi que nos communions augmentent, que la pépinière sacerdotale se développe»<sup>1</sup>.

Dans une lettre adressée l'année suivante au cardinal Langénieux, Léon Harmel déplore que les premières communions des enfants du Val se fassent désormais à la paroisse. Il regrette «la dissipation scandaleuse» qui intervient aux cérémonies «dans nos pays sans foi» et il conclut :

«Nous ne blâmons pas nos pauvres curés de paroisse qui font comme ils peuvent. Mais puisque nos enfants sont dans une oasis de piété, avons-nous le droit de les en priver, précisément pour le jour le plus important de la vie ? »<sup>2</sup>

Et il rétablit les premières communions à la chapelle. Grâce à un arrangement particulier, le curé de la paroisse voisine d'Isles-sur-Suippe devient le confesseur des enfants. Quant à l'abbé Wagnart, curé de Warméville, il défend ses droits comme il peut, non sans acrimonie. Le billet suivant, daté de 1894, en témoigne :

«Marie Hosse» (il s'agit, selon Léon Harmel, de la fille d'un travailleur à domicile, mais pour le compte du Val) «ayant l'âge requis pour faire sa première communion cette année devra au plus tôt rejoindre le catéchisme paroissial. Je ne lui permets aucunement de faire sur ma paroisse sa première communion en dehors de l'église paroissiale»<sup>3</sup>.

### *Attitude du personnel religieux résidant au Val. Réticences des Lazaristes. Conflit avec les religieuses.*

C'est du personnel religieux résidant au Val, en particulier des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, que proviennent les réactions les plus vives. Jusqu'en 1875, l'entente règne. Emu par la misère matérielle et morale des ouvriers, Léon Harmel demande, tout naturellement, le concours des congrégations créées par Saint Vincent de Paul. Le premier aumônier est un Lazariste, les religieuses sont des Filles de la Charité, ce qui confère une certaine unité à la vie religieuse du Val. Dans une lettre adressée au Supérieur des Lazaristes le 25 novembre 1875, Léon Harmel exprime sa satisfaction : «Toutes les œuvres du Val ont été entre les mains exclusives des Lazaristes depuis 1867.» Il désire donc «rester dans ces conditions.»

Que pourrait-il rêver de mieux, en effet, que la situation des années 1873-1875 ? Il existe alors au Val une «résidence» de deux Lazaristes : un aumônier principal, le P. Gaultier, qu'il a toujours apprécié, et son adjoint, le P. Tabanous. Tous deux s'occupent des catéchismes, surveillent l'instruction des enfants donnée par les trois Frères, établissent un «contact intime» avec le personnel. Soit en tout, avec les deux prêtres habitant au Val, sept «religieux» au total. Du côté féminin, sept religieuses s'occupent, chacune ayant sa spécialité, de l'asile (c'est-à-dire l'école maternelle), de l'école de filles, des malades et du service de pharmacie, du pensionnat et enfin des associations. Mais Léon Harmel veut toujours plus : le 3 décembre 1872, tout en remerciant le Supérieur des Lazaristes de lui avoir accordé un second aumônier, il en réclame un troisième pour s'occuper «des œuvres catholiques que notre position nous fait un devoir de suivre en dehors du Val des Bois»<sup>4</sup>. Cette fois, le Supérieur ne le suit plus, lorsque le P. Gaultier meurt, il n'est pas remplacé. Il ne reste donc plus qu'un seul aumônier qui reçoit l'aide occasionnelle d'un Lazariste de la Résidence de Reims.

Neuf ans plus tard, une crise grave éclate ouvertement. Elle va durer près de trois ans. En janvier 1885, les Sœurs de l'asile annoncent leur intention de partir<sup>5</sup>. Pourtant, ce ne sont pas elles qui éprouvent les ennuis les plus graves, mais bien les religieuses en contact direct avec l'usine. Dans une lettre adressée à un archevêque, sans doute celui de Paris, Léon Harmel se plaint ouvertement du «mauvais esprit des Sœurs». Selon lui, «patrons et aumônier sont traités en ennemis et chaque bienfait est une injure»<sup>6</sup>. Par-delà les questions de personnes (une religieuse se déclare pour le patron, une autre «fait beaucoup de mal» par son «mauvais esprit») se pose le problème

<sup>1</sup> Lettre A l'abbé Compant, 27 novembre 1889

<sup>2</sup> Lettre au cardinal Langénieux, 10 mai 1890

<sup>3</sup> Lettre du curé de Warméville A Leon Harmel, 23 février 1894

<sup>4</sup> Les lettres adressées au Supérieur des Lazaristes les 3 décembre 1872 et 25 novembre 1875 sont conservées A la résidence de Paris, ainsi que la réponse du 25 janvier 1876 qui prévoit le nouveau régime : un Lazariste résident (qui est alors l'abbé Le Covec) aidé occasionnellement par un Lazariste de Reims

<sup>5</sup> Lettre de Léon Harmel à la Supérieure générale des Filles de la Charité

<sup>6</sup> Lettre du 23 janvier 1885. Je pense qu'il s'agit de l'archevêque de Paris parce que le ton de la lettre n'est pas le ton chaleureux réservé habituellement A l'archevêque de Reims, 2<sup>e</sup> la décision finale appartenant A la Supérieure générale des Filles de la Charité, l'archevêque de Paris est le mieux placé pour agir sur elle

du rôle des religieuses dans l'usine. Après avoir obtenu de l'archevêque un sursis au départ des Sœurs, Léon Harmel suggère sa propre solution :

«Nous désirons vivement», dit-il, «que notre orphelinat soit conduit comme celui de MM. Thiriez frères à Esquermes Lille, c'est-à-dire que les Sœurs ne s'occupent en aucune façon des enfants à l'usine.»

Il souhaite un renouvellement complet du personnel, sauf pour les Sœurs de l'asile, restées en dehors du conflit<sup>1</sup>. Quelques jours plus tard, dans une lettre adressée au Supérieur des Lazaristes, il conclut :

«Instruits par une longue et douloureuse expérience, nous ne donnerons plus aucun rôle particulier aux Sœurs par rapport aux orphelines dans l'usine. La méthode suivie par vos Sœurs chez MM. Thiriez frères à Lille est la seule sage et pratique. Elle laisse à chacun sa responsabilité : aux patrons celles de l'usine, aux orphelines celles du travail, aux Sœurs celles de la Maison» (c'est-à-dire du pensionnat)<sup>2</sup>.

En bref, Léon Harmel renonce à utiliser les religieuses comme contremaîtresses. Il continue néanmoins à leur demander, nous l'avons vu, d'inciter leurs pensionnaires à un travail intensif et bien fait<sup>3</sup>. Ce compromis ne doit pas satisfaire les religieuses sur le fond puisque la crise rebondit en 1887 : départ des Sœurs et de l'aumônier lui-même, mécontent du Val<sup>4</sup> <sup>5</sup>. La solution consiste finalement à faire appel aux Oblats du Sacré-Cœur pour l'aumônerie (1887) puis, l'année suivante, aux religieuses de la congrégation féminine correspondante (Sœurs Servantes du Sacré-Cœur de Jésus). Satisfait de l'aumônier, le P. Charcosset, qui est aidé par deux confrères de la même congrégation, Léon Harmel l'est moins des religieuses, qu'il trouve cette fois trop dociles<sup>6</sup>.

Malgré tout, l'entente se révèle durable, puisque les Sœurs demeurent au Val bien après la Seconde Guerre mondiale. Elles sont les dernières à partir, laissant derrière elles des regrets sincères. En 1899, Léon Harmel croit enfin pouvoir réaliser son «grand dessein». Il pense faire du Val un centre de formation de futurs aumôniers du travail et de futures religieuses d'usine<sup>7</sup>. Il se plaint quand il juge que les Pères du Sacré-Cœur ne sont pas assez enthousiastes : ainsi, pour «fonder les œuvres » dans la nouvelle filiale de Sabadell, en Espagne<sup>8</sup>.

En somme, les conflits naissent chaque fois que Léon Harmel veut imposer ses vues personnelles à un groupe social : aux ouvriers, lorsqu'il veut leur apprendre ce qu'est leur liberté, aux gens d'Eglise quand il veut leur imposer ses idées sur le rôle de la religion dans l'entreprise pour résoudre le problème social. Quoi qu'il en ait, Léon Harmel est marqué par sa condition et ses convictions de patron. Le privilège de la chapelle d'usine, en accentuant le caractère seigneurial du Val, ne pouvait pas, en fin de compte, être accepté par le mouvement ouvrier. A la longue, il ne pouvait pas l'être, non plus, par l'Eglise dont il mettait en cause l'indépendance spirituelle.

Ce serait pourtant faire injure à la vérité de dire que ni le mouvement ouvrier ni l'Eglise n'ont retiré aucun bénéfice de l'action dynamique de Léon Harmel. Mais ce n'est certes pas l'organisation propre du Val des Bois avec sa chapelle d'usine qui est à l'origine de sa fécondité sociale.

## ***B. - LA CRISE INTERNE DU VAL EN 1894 ET 1895.***

*Les raisons du malaise : «le mal des patrons du Nord.»*

Un malaise apparaît dès 1893. Les jeunes gens ne communient plus à la chapelle (Léon Harmel, 21 juin). Cette abstention lui paraît grave car la raison n'en réside pas des «moqueries» mais dans «des

<sup>1</sup> Lettre au même, 27 janvier 1885

<sup>2</sup> Lettre du 31 janvier 1885

<sup>3</sup> Cf. p 67 et la note 51 du chapitre II de la première partie

<sup>4</sup> La démission de l'aumônier est mentionnée dans les registres du Val le 2 juin 1887

<sup>5</sup> Sur le départ des Sœurs, cf. les *Echos du Val des Bois*, 1ère année, p. 86-87 (février 1906)

<sup>6</sup> Dans un rapport daté du 19 juillet 1889

<sup>7</sup> Dans une lettre au Père Dehon, du 25 juillet 1890. Noter, par ailleurs, la création d'un alumnat, en 1889, destiné aux enfants ayant la vocation sacerdotale

<sup>8</sup> Lettre au Père Dehon, 5 février 1892

conversations qui ont lieu parmi les ouvriers»<sup>1</sup>. Le 8 octobre, une note indique que deux salles laissent à désirer tant au point de vue moral que professionnel. En 1894, une crise éclate ouvertement. Les ouvriers belges, en forte proportion dans la main-d'œuvre, rentrent chez eux en grand nombre. En avril, «la *panique des Belges* continue et les départs avec »<sup>2</sup>. Un an plus tard, la situation ne s'est pas améliorée. Dans une lettre à Félix, Léon Harmel déclare :

«Autrefois on disait qu'il fallait en tuer un pour avoir une place; aujourd'hui les départs constants témoignent le changement»<sup>3</sup>.

Il ajoute que le mouvement serait beaucoup plus accentué si les usines de la «contrée» reprenaient leur activité. La conjoncture de 1894 est en effet très défavorable.

On pourrait s'étonner qu'un homme de sa valeur n'ait pas compris plus tôt la crise morale du personnel. Certes, Léon Harmel ne connaît plus dans le détail les aspects techniques et économiques de l'entreprise puisque, de 1883 à 1905, il n'est qu'«associé secondaire». Mais il reste bien le «patron» des œuvres. S'il ne porte pas au Val toute l'attention désirable, c'est qu'il est gagné par le démon de l'activisme. Son fils Félix, dans une lettre d'ailleurs relevée par le P. Guitton, le lui reproche dès le 3 mai 1890 :

«Il est regrettable que vous nous abandonniez pour d'autres. La première œuvre, c'est celle du Val, c'est la seule dont vous ne vous occupiez pas et qui soit sacrifiée.

« Vous commencez tout sans pouvoir rien finir, vous lâchez le Val qui a besoin de vous, vous n'y êtes que par soubresauts et toujours en état de souffrance et de fièvre.

«Les œuvres comme la vie de famille sont atteintes par cette absence persévérante et par ce délaissement continu... Il était convenu que vous ne seriez absent que quinze jours par mois...»

Lorsque Félix lui-même part en Espagne pour installer la filiale de Sabadell, il ne reste plus personne sur place pour s'occuper sérieusement des œuvres. Naturellement, dès que Léon Harmel perçoit la gravité de la crise, il s'inquiète et s'informe. En avril 1894, il consulte Godfroy, le trésorier de l'entreprise. Ce dernier estime

«qu'on a agi trop sans ménagement avec ces gens et qu'on les a par ce *sans-gêne* détachés de la maison.»

C'est une question à voir, conclut Léon Harmel. Un an plus tard, il livre les conclusions de son analyse<sup>4</sup>.

Selon lui, le sentiment d'insécurité constitue la première raison de la désaffection du personnel. «Les Belges croient qu'on veut les évincer» parce que les demandes de naturalisation n'aboutissent pas : même ceux qui sont satisfaits par ailleurs manifestent leur anxiété.

Les Belges, d'ailleurs, ne sont pas seuls en cause. L'ensemble des ouvriers reproche à la direction l'instabilité du logement (en raison de la location de maisons n'appartenant pas à l'usine) et surtout l'instabilité des salaires : les changements de travail, ou de poste, non motivés par une insuffisance de l'ouvrier concerné, mais par le désir d'ajuster la production à la demande, réduisent le salaire et poussent au découragement. Leur inquiétude reproduit sur le mode mineur celle des ouvriers du textile de Reims et de Bazancourt qui, en septembre 1894 notamment, font la grève par crainte de perdre leur emploi<sup>5</sup>. «*Ne jamais changer un ouvrier sans raisons très grave* » conclut Léon Harmel. Poursuivant son examen de conscience, il rédige, en février 1896, une note détaillée dans laquelle il examine «jusqu'où vont les devoirs des patrons en matière de salaires».

<sup>1</sup> Lettre au Père Charcosset, 21 juin 1893

<sup>2</sup> Lettre du 27 avril 1894

<sup>3</sup> Lettre à Félix Harmel, 18 mai 1895

<sup>4</sup> Les propos de Godfroy et la conclusion de Harmel : « c'est une question à voir » figurent dans la lettre citée à la note 22. L'analyse détaillée de la crise se trouve dans la lettre mentionnée à la note précédente

<sup>5</sup> Par la suite, des ouvriers belges ont rejoint leur pays, attirés par des salaires plus intéressants. Il ne semble pas que ce soit le cas à ce moment : une enquête menée en 1893 pour l'*Association Catholique* révèle que la situation ouvrière en Belgique n'offre pas d'avantages par rapport à la France (précarité de l'emploi; salaire moyen de 4 frs 11 en moyenne par jour pour un mineur de fond). Sur la grève, cf. le rapport du commissaire central de Reims, 28 septembre 1894, *A.D.*, 30 M 42: (On prévoit un hiver très difficile en raison du chômage

Toujours selon lui, la seconde raison de la désaffection du personnel réside dans l'absolutisme patronal (toutefois, il ne prononce pas le terme). Les œuvres elles-mêmes sont devenues source de découragement, parce que le «président-patron» a été «actif, trop actif».

«Un président-patron est un protecteur; s'il est gouverneur, sa main trop lourde écrase tout.»

La boulangerie coopérative a tourné à «l'oppression». Or son but est de favoriser les familles, mais «avec délicatesse et en respectant leur liberté. » Les sociétés de musique, des pompiers, du théâtre sont mortes. Les conseils ne se réunissent plus. Conclusion : «C'est le mal des patrons du Nord. » Il convient de rétablir les conseils dès le retour de Félix.

Cette seconde partie de l'analyse montre l'originalité de la méthode Harmel, mais aussi la difficulté extrême de son application. Prototype des confréries et des syndicats mixtes de *Notre-Dame de l'Usine*, la Corporation du Val en applique toutes les règles y compris, nous l'avons vu, celle qui rend obligatoire l'inscription à une association religieuse dite fondamentale pour bénéficier des «institutions économiques» et des œuvres sociales. Mais, à la différence de ce qui se passe dans le Nord, les ouvriers jouent un rôle réel dans les conseils de gestion de ces divers organismes.

Cela n'est pas facile à mettre en pratique. Dès que le «patron» des œuvres s'occupe d'abord d'autre chose, «l'initiative ouvrière» s'estompe et les ouvriers, comme dans le Nord, subissent la loi patronale sans atténuation. La méthode Harmel, dans sa pureté, n'a jamais été appliquée que par son créateur. C'est un chef-d'œuvre d'équilibre instable, à peu près impossible à imiter<sup>1</sup>.

*Y a-t-il eu une influence socialiste ?*

Cette crise de 1894-1895 s'explique-t-elle uniquement par les raisons qu'invoque Léon Harmel ? On peut penser que la fermentation sociale et politique des années 1892-1895 a joué son rôle.

Je ne crois pas beaucoup à une influence socialiste directe. Par leur recrutement, les ouvriers du Val y sont moins sensibles que d'autres. D'autre part, il n'est d'activité réellement socialiste qu'à Reims, où congrès et réunions se multiplient<sup>2</sup>. Tous les documents confirment la situation particulière de la grande ville industrielle à l'intérieur du département : en premier lieu, un rapport du préfet au ministre de l'Intérieur en 1894<sup>3</sup>.

Certes les localités de la vallée de la Suippe votent plus à gauche que les communes rurales voisines. Mais un seul centre, Bazancourt, paraît jouer un rôle de quelque importance dans le relais des activités «socialistes-révolutionnaires» et «anarchistes» de la ville voisine. C'est la seule commune de la région rémoise qui soit le siège d'un comité radical-socialiste (de tendance hostile au gouvernement et ouvertement favorable au socialisme), la seule d'ailleurs qui ait, en 1896, un conseiller municipal socialiste. Boulton-sur-Suippe et, nettement plus à l'Est, Pontfaverger, hébergent quelques individus surveillés par la police, accueillent quelques conférences, mais c'est peu de chose.

<sup>1</sup> Sur la politique ouvrière des patrons catholiques du Nord, voir l'abbé Talmy, *L'Association catholique des patrons du Nord*, particulièrement le chapitre III

<sup>2</sup> 1894, 1895, 1899: Congrès du parti ouvrier de la Marne à Reims. Le socialisme de Reims est, avant tout, guesdiste. Cela n'empêche pas la venue de leaders de tendances différentes qui animent congrès et conférences : Vaillant, Sembat, Guesde, Zévaès, Chauvière. Tous sont d'accord pour soutenir Charles Arnould et ses comités radicaux-socialistes.

<sup>3</sup> A.D. 30 M 42, pièce 25 et suivantes. Selon le préfet, le département est d'esprit essentiellement gouvernemental.\* Seule Reims fait exception. Il y existe un groupe socialiste bien organisé de recrutement purement ouvrier. Les socialistes recueillent 1500 voix en moyenne aux élections de la fin du siècle. Elu député en 1893, le républicain avancé MIRMAN rejoint le groupe parlementaire socialiste. Le préfet redoute surtout la mainmise des radicaux-socialistes sur la mairie. Celle-ci s'opère en 1900 mais elle a perdu alors sa signification gênante pour le pouvoir (d'après LAURENT et BOUSSINESQ, *op. cit.*, t. II, Une partie, pages 780-828). En dehors de Reims, l'influence socialiste est faible. Les rapports de police et les listes d'anarchistes établies entre 1894 et 1897 distinguent d'ailleurs mal les « socialistes révolutionnaires » des anarchistes. Le dossier consacré à la propagande socialiste et communiste (A.D. 30 M 67) contient la mention de conférences organisées en 1890 à Soult et Pontfaverger par des anarchistes venus de Paris et Saint-Denis. Les listes d'anarchistes (A.D. 30 M 70) contiennent deux cents noms environ, l'énorme majorité des suspects résidant à Reims. En dehors de la ville, seule Bazancourt possède un noyau appréciable. Boulton-sur-Suippe en abriterait quelques-uns. Pontfaverger est à peine mentionnée. A Warméville, un manœuvre de la maison Harmel est considéré comme anarchiste.

Quelques lignes du *Franc Parleur*, le 4 mai 1897, confirment l'inefficacité de la propagande socialiste dans la vallée de la Suippe : malgré deux efforts pour faire chômer le premier mai, cela s'est révélé impossible en raison de la « coalition patronale »

On pourrait penser, bien sûr, que Warméville subit l'influence de Bazancourt, tout proche (4 kilomètres). Un rapprochement de faits et de dates m'incline à penser que la crise du Val ne doit rien directement à ce qui se passe dans le secteur voisin de Boulton - Bazancourt - Isles-sur-Suippe. Dans ces trois localités, *Le Franc Parleur*, organe des comités radicaux-socialistes d'opposition, ne vend plus, en juin 1894, qu'une trentaine de numéros par jour, d'où la suppression de la vente au numéro dans les campagnes à dater du 1<sup>er</sup> juillet<sup>1</sup>. Or, à cette date, la crise du Val, loin de se résorber, est en plein développement.

Par contre, je croirais volontiers les ouvriers du Val sensibles à un contraste évident : celui qui existe entre l'atmosphère des congrès ouvriers chrétiens de Reims et celle de leur usine à la même époque. Les congrès de Reims, auxquels participe activement une délégation du Val, sont animés par l'esprit démocratique du mouvement ouvrier (plus d'ailleurs en 1893 qu'en 1894). Léon Harmel y joue un grand rôle. Pendant ce temps, dans «son» usine, l'insécurité de l'emploi apparaît et l'absolutisme patronal triomphe. Contraste difficilement admissible, qui pourrait être l'origine du malaise, puis de la crise ouverte. Les difficultés du Val se rattacheraient ainsi de façon intelligible à la fermentation sociale et politique de l'époque. Bien sûr, ce n'est qu'une hypothèse.

### **C. - UNE ATMOSPHERE DE LUTTES.**

*Les Harmel face aux radicaux-socialistes et aux socialistes. Un journal de combat : Le Franc Parleur.*

La réponse à cette crise est double : un effort particulier pour assurer la stabilité des ouvriers à leur poste de travail; une reprise en mains par les œuvres et le rôle accru de l'aumônerie. Le tout dans le droit fil de la méthode Harmel<sup>2</sup>.

Le temps de l'apaisement est pourtant loin. Pendant l'été et l'automne de 1896, un véritable règlement de comptes oppose, Warméville, le clan Harmel et l'équipe du *Franc Parleur*, que renforcent des éléments extérieurs de marque.

Les élections municipales de mai 1896 sont à l'origine de cet affrontement. Le rapprochement entre les radicaux modérés et les catholiques qui ont affirmé leur conviction républicaine prend, à Reims, l'allure d'une union sacrée antisocialiste. Les radicaux-socialistes qui avaient pénétré à l'Hôtel de Ville en 1892 en sont chassés, mais ce résultat est payé par l'élection à la mairie de l'industriel conservateur Noirot. Echec, fureur et scandale pour l'équipe du *Franc Parleur*. Au même moment, les républicains anticléricaux disparaissent de la mairie de Warméville, où la liste «opportuno-cléricale» s'assure la totalité des sièges et choisit Félix Harmel pour premier magistrat municipal<sup>3</sup>. On conçoit que le succès de la famille du fondateur de *Notre-Dame de l'Usine*, au moment même où des radicaux-socialistes disparaissent de la mairie de Reims, provoque, dans l'équipe du *Franc Parleur*, le désir d'en découdre.

L'attaque est massive : en prélude, Camille Pelletan ouvre le feu dans *Le Franc Parleur* du 16 août à propos d'un ouvrier de chez Harmel renvoyé pour avoir joué au bal d'une commune voisine. Ce même jour, choisi pour faire manquer aux partisans du Val les solennités de *Notre-Dame de l'Usine* à Reims, une réunion est prévue au café Détouche avec les députés Pelletan et Chauvière (élu socialiste de Paris), Hamelin, administrateur de la *Verrerie ouvrière de Carmaux* et une certaine Maria Vérone. Les hommes de Harmel ayant occupé d'avance la salle de réunion, les conférenciers, malgré l'aide de partisans venus de Bazancourt, ne peuvent prendre la parole et sont chassés brutalement. Ils se replient, comme prévu, sur la cour intérieure du café dont les portes gardées sont fermées à clé. Mais Félix Harmel, ceint de son écharpe de maire, pénètre avec les gendarmes et, pour «protéger» les conférenciers menacés, les fait reconduire à la gare sous escorte<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> A.D. 47 M 49. Cf. le rapport du commissaire de Bazancourt (police des chemins de fer) du 26 juin 1894

<sup>2</sup> Lettre au P. Jules, son directeur de conscience, le 31 janvier 1896

<sup>3</sup> Cf. notamment *Le Franc Parleur* du 12 mai 1906

<sup>4</sup> *Le Franc Parleur* des 17, 19, 20, 21, 22 et 25 août, pour le camp adverse *L'Avenir* (ex Croix de Reims) du 18. Egalement les souvenirs de M. Jacques Harmel. Je n'ai pas trouvé de rapport de police sur cet affrontement, pas plus que sur celui du 11 octobre

Le 11 octobre, les «socialistes» reviennent. Aux conférenciers du 16 août, de nouveau présents, se sont joints Dubreuilh et Poulain, rédacteur en chef du *Socialiste ardennais*. La représentation régionale se doit d'être à la hauteur de cette véritable délégation nationale.

Au banquet de cent quatre-vingts couverts servi au café Détouche participent les représentants des Comités socialistes d'Epernay, Magenta, Bazancourt et Reithel, de *La Libre Pensée* et des Comités radicaux-socialistes, du Cercle d'études du deuxième canton, de la fédération du *Parti ouvrier* de la Marne et de divers syndicats rémois, dont *l'Union des Travailleurs*. Selon le *Franc Parleur*, «cinq cents citoyens» ont répondu l'appel du Comité socialiste de la Suippe (deux cents selon *Le Courrier de la Champagne*, journal catholique conservateur; le service d'ordre est assuré par le commissaire spécial à la gare de Reims et un maréchal des logis avec trente gendarmes venus de Fismes, Gueux, Bazancourt, Pontfaverger, Reims, ce qui paraît inhabituel pour une réunion socialiste<sup>1</sup>.

Il semble que, pour plus de sûreté, la réunion proprement dite se tienne dans la cour d'un agriculteur ami proche de la gare<sup>2</sup>. Cette fois, le maire n'a pas à intervenir et n'intervient pas. Sans doute par prudence et aussi pour montrer le caractère élevé des problèmes soulevés, la réunion se déroule curieusement sur des thèmes très généraux. Chauvière déclare : « Le Paradis céleste est mort, créons le Paradis terrestre. » Foulon, le rédacteur du *Franc Parleur*, estime qu'il faut détruire l'Eglise. Pelletan affirme que le socialisme et la République, c'est tout un. Sembat conclut en disant : « Il faut poursuivre l'achèvement de la Révolution. » Six jours plus tard, *Le Franc Parleur* promet, en caractère gras : «Nous retournerons à Warméville», et cette fois sans gendarmes. Promesse non tenue.

Apparemment, cette confrontation fait l'affaire de tout le monde. Des radicaux-socialistes et des socialistes tout d'abord. Elle alimente leur propagande. Le 19 août, *Le Franc Parleur* reproduit un article de Chauvière qui, dans *La Lanterne*, caricature la situation à Warméville :

«Monsieur Harmel est presque l'unique propriétaire de la commune, il exproprie peu à peu tous les citoyens indépendants. Il est de plus usinier, et paie de 1,50 à 2 francs par jour ses ouvriers qui se contentent de ces salaires de famine.»

En fait, le taux moyen des salaires masculins, débutants compris, s'établit alors aux environs de 4,00 fr.

Après avoir affirmé que la petite partie des bénéfices réalisés va aux confréries et pèlerinages et la grosse dans la caisse des patrons, il conclut :

«Quatre frères Harmel, dont l'un est maire, sont la terreur de ce coin béni de Dieu.»

Le 19 août, le *Franc Parleur* rapproche les incidents de Warméville de ceux de Billy-Montigny où Delory et Ghesquière ont été pris à partie par les «cléricaux». Le lendemain, il reproduit un article de Pelletan. Celui-ci, dans *La Lanterne*, reprend les accusations traditionnelles sur le Val, «petit Paraguay transporté dans la Marne», avec de nombreuses conférences de Jésuites (ou il se trompe, ou il est très en retard) et, tel Paul-Louis Courier, il déplore l'interdiction faite aux garçons et aux filles de participer aux bals. Le même jour, après réflexion, *Le Franc Parleur* reproduit à sa manière le dialogue entre Félix Harmel et les manifestants chassés de la cour du café:

- «Vous jetez la discorde dans ma commune, vous n'êtes pas chez vous ici.
- Il me semble que je suis en France.
- Non, Monsieur, vous êtes à Warméville.»

La conclusion est tirée par la motion socialiste reproduite le 13 octobre<sup>3</sup>.

En fait, ces événements profitent surtout aux Harmel. Quelques mois plus tôt le personnel flottait. Au cœur de l'été de 1896, il est solidement repris en mains. Déjà, à la veille des municipales, un comité

<sup>1</sup> *Le Franc Parleur* du 13 octobre. Mirman s'est excusé. Selon Dubreuilh, dans *La Petite République*, la Carmagnole et l'Internationale ont été chantées dans les rues

<sup>2</sup> Chez Page. Souvenir de M. J. Harmel

<sup>3</sup> Motion très classique, comprenant la critique des « gouvernants opportuno-réactionnaires actuels ainsi que celui des capitalistes exploités à la Ressaiguière » (allusion rituelle la grève de Carmaux et à la création de la *Verrerie ouvrière*) ainsi que la nécessité de la double action politique et économique



électoral s'était constitué dans l'usine pour soutenir la candidature de Félix à la mairie et distribuer des bulletins de vote la veille des élections. Mais le sentiment de légitime défense paraît bien plus efficace pour souder l'union des ouvriers autour de leurs patrons. Le Comité de résistance sait communiquer aux contre-manifestants du 16 août un enthousiasme agressif. Sans doute, comme l'affirme Léon Harmel, ont-ils le sentiment de défendre, non leur patron, mais leurs foyers et leur travail<sup>1</sup>.

Après le 11 octobre, c'est le même Comité qui amène deux cent quarante-huit ouvriers à signer l'assignation en justice du *Franc Parleur*. Lequel est condamné en appel, le 3 juin 1897, à verser deux mille francs à la société Harmel, cinq cents au maire (Félix) et à insérer le jugement dans ses colonnes (l'insertion se fait également dans trois journaux de Reims et deux autres de la Marne)<sup>2</sup>.

Le riposte vient, vibrante, sous forme d'un éditorial dédié au «Bon Père»<sup>3</sup>. Naturellement, il ne porte pas sur le Val, mais sur *Notre-Dame de l'Usine* (condamnée en 1892) :

«Voulez-vous retrouver une vision frissonnante du Moyen-Age, avec ses moines, ses confréries, presque ses geôles et ses in-pace ? Allez dans le Nord. Dans le Nord de l'Europe, sans doute, chez quelque peuple royalement et chrétiennement abruti ?

«Non pas, dans le Nord de la France, même dans la région rémoise, en pleine République.»

Après s'être étonné de la «tyrannie» que *Notre-Dame de l'Usine* a réussi à faire peser en quelques années sur les ouvriers du Nord, et que l'on n'ait pu dissoudre un groupement illégal, l'éditorialiste reprend les critiques traditionnelles et blâme l'Etat qui se refuse à intervenir. Il conclut à la nécessité de défendre la République qui est menacée puisque les promoteurs de *Notre-Dame de l'Usine* s'affirment républicains.

«Oh ! je supplie, que l'on prenne garde; il y a là un effroyable péril : c'est au nom de la République que l'on meurtrit ces consciences fragiles, que l'on tarit la dernière goutte de lait aux tout petits enfants pour voler l'âme des pères, c'est sous le couvert de la République que l'on rétablit cette Inquisition à laquelle il ne manque plus que ses bûchers... Et surtout serrons les rangs; soutenons-nous étroitement; que la qualité de républicains et les services rendus nous soient sacrés; rejetons impitoyablement tout ce qui sert le cléricalisme en connaissance de cause : on ne peut plus être à l'heure qu'il est, à la fois avec le curé ultramontain et le député socialiste, il faut choisir.»

Qui dira le rôle de *Notre-Dame de l'Usine* dans la formation de l'anticléricalisme agressif du tournant du siècle ?

Le 7 novembre 1898, *Le Franc Parleur* disparaît. Dans son dernier numéro, Mirman, le député de Reims rallié au socialisme sitôt son élection, déclare :

«Sous les papiers timbrés des Ch. Richard, des Macquart, de *L'Eclaireur*, des Harmel, du Val des Bois, du curé de Saint Jean-Baptiste, *Le Franc Parleur* a été lentement étouffé »<sup>4</sup>.

Les socialistes de Reims ne désarment pas pour autant. La création d'un nouvel organe, *La Voix du Peuple*, leur permet de continuer leurs attaques contre ceux qu'ils appellent les «serfs» du Val des Bois.

*Les Harmel face aux catholiques «intégraux»* Mgr. TURINAZ.

Avant de voir son journal disparaître, l'équipe du *Franc Parleur* éprouve un plaisir bien compréhensible en prenant connaissance des premières réticences de Léon XIII à l'égard des idées défendues par Léon Harmel. Au début d'août 1897, reprenant les pèlerinages ouvriers interrompus depuis six ans, le patron du Val, reçu en audience avec un groupe de pèlerins, demande la bénédiction pontificale pour les groupes de la *Démocratie chrétienne*. Le Pape bénit les pèlerins, mais ignore cette demande précise<sup>5</sup>. *Le Franc Parleur* manifeste sa joie<sup>1</sup>. Il se réjouit encore plus, le 7 septembre, lorsqu'il expose la position de Mgr Turinaz, évêque de Nancy, en citant *L'Autorité* :

<sup>1</sup> *Le Val des Bois (exposition de l'organisation)*. Rapport au congrès national de la Démocratie chrétienne à Lyon, p. 10-11

<sup>2</sup> Cf. *Le Franc Parleur* 3 juin 1897. L'affaire concernait aussi *La Petite République*, *La Lanterne*, *Le Rappel*. Je n'ai retrouvé mention ni du premier procès ni du procès en appel dans la série U des A.D. de la Marne, pourtant inventoriées par M. Gandilhon. Les assertions de Chauvière sur les salaires de famine du Val avaient été réfutées par une lettre de Félix Harmel, publiée dans *Le Franc Parleur*

<sup>3</sup> *Le Franc Parleur*, 27 juin 1897

<sup>4</sup> Cité dans BOUSSINESQ ET LAURENT, *op. cit*

<sup>5</sup> Entrevue du 7 août rapportée par la revue de l'abbé Six, *La démocratie chrétienne*, no des 1er et 8 août 1903, p. 231). Le Pape, en matière de démocratie chrétienne, approuve la ligne définie en 1897-98 par le «sociologue» italien Toniolo et qui peut se résumer ainsi : tout pour le peuple et non tout par le

«Turinaz proteste, déclare que le socialisme chrétien doit être combattu sous toutes ses formes. Decurtins ayant objecté les dispositions de Léon XIII, Mgr Turinaz réplique avec énergie qu'il revient de Rome et que Léon XIII lui a manifesté, à plusieurs reprises, ses craintes au sujet du socialisme chrétien et son intention d'y couper court.»

Il n'est pas question de rappeler ici les attaques de Mgr Turinaz contre toute forme d'esprit nouveau dans l'Eglise, entre autres celles qu'il prodigue généreusement à Léon Harmel dans son libelle de 1902 sur *Les périls de la foi*. Ce qui importe, c'est que les ennemis du «Bon Père» ne se situent pas seulement à gauche, que toute une fraction de la hiérarchie s'inquiète du socialisme chrétien (le terme même qu'emploient les représentants du gouvernement, la police et, parfois, la presse radicale) et que le Val lui-même finit par être l'objet des attaques de Mgr Turinaz<sup>2</sup>.

Dans son livre de 1902, ce dernier proteste contre les sessions sociales qui y sont organisées à l'intention des prêtres et des séminaristes :

«Les séminaristes et les jeunes prêtres vont-ils apprendre au Val des Bois ce qu'est en pratique la direction des masses d'ouvriers dans la grande industrie ? »

L'évêque de Nancy s'élève contre le crédit excessif accordé à son adversaire :

«En France et à Rome on croit que M. Harmel dirige de huit à dix mille ouvriers et on l'appelle le grand industriel du Val des Bois. Or il n'a pas quatre cents ouvriers au-dessus de 18 ans et il a un nombre moitié moins considérable de femmes et de jeunes filles.»

Mgr Turinaz conteste l'intelligence et la sagesse de ceux qui ont mis en place sept confréries ou associations religieuses.

Sur les conditions de travail enfin, il reprend les attaques, oubliées entre temps, du P. Doyotte, un des conseillers des industriels du Nord, attaques qu'avaient reprises certains journaux belges et français<sup>3</sup>. Selon lui, les salaires, à Warméville, sont inférieurs de 10 à 15 % à ceux de Fourmies, de 20 à 30 % à ceux de Roubaix, ce qui est insuffisant puisque la vie est chère aux environs d'une grande ville (il s'agit de Reims) tandis que, dans le Nord, de nombreux ouvriers habitent la campagne; enfin la filature des laines peignées travaille la nuit. Les patrons du Val ne s'imposent donc aucun des sacrifices demandés par *Rerum Novarum*<sup>4</sup>.

Ces dernières attaques sont manifestement exagérées et trahissent un manque d'information. Il est hors de doute que les dépenses d'un ménage ouvrier à Warméville sont inférieures à celles qu'il ferait à Reims. Quant au travail de nuit, qui s'explique par le transfert de machines à Sabadell, il cesse définitivement, semble-t-il, en 1901.

Pourtant, avant de publier son livre, Mgr Turinaz a pris la peine de se rendre personnellement au Val, dans des conditions d'ailleurs tout fait extraordinaires, puisqu'il était accompagné de Mgr Langénieux, de douze évêques et du nonce en personne. C'est l'évêque de Nancy lui-même qui fait allusion à ce «commando» ecclésiastique dans une lettre adressée à M. Prudhommeaux, ami des Harmel<sup>5</sup>. De cette visite, Mgr Turinaz a gardé une très mauvaise impression puisque, dans cette lettre, il déclare :

«J'ai assisté à la plus déplorable comédie; je désire n'être pas obligé de raconter cette comédie jouée par M. Léon Harmel, son fils aîné et ses gens.»

---

peuple (Cf. MAYEUR, *L'abbé Lemire*, p. 189, texte et note 21). Il refuse de se mettre à la remorque d'un mouvement politique soumis aux aléas du suffrage universel. Prudence bien compréhensible (Cf. LECANUET, *La vie de l'Eglise sous Léon XIII*, p. 651).

<sup>1</sup> «... Cette attitude du Pape doit être une grosse affaire, à en juger par les émotions diverses qu'elle a soulevées parmi les journaux de sacristie. Les uns tiennent pour Pecci, orgueilleusement; les autres, sont avec Harmel, respectueusement. Bref les saintes feuilles, suivent la pittoresque expression populaire, se mangent le nez. C'est très farce. M. Harmel et l'abbé Gamier prétendent que c'est à dégoûter les chrétiens d'être démocrates.»

<sup>2</sup> Type du «catholique intégral», Mgr Turinaz apparaît comme le chef moral d'une tendance qui se développe ouvertement à partir de 1897. Son rôle se borne là. Il n'a aucun lien avec l'Action Française : Eugen WEBER, dans son gros livre *L'Action Française*, dont la traduction a été publiée en 1964, ne mentionne pas son nom. Il n'a aucun lien non plus avec la « Sapinière » : cf. E. POULAT, dans *Intégrisme et catholicisme intégral*. Tournai 1969.

<sup>3</sup> P. DOYOTTE, *Léon Harmel à Mouveaux*, 1895. C'est Léon Harmel lui-même qui, dans une note du 29 août 1904, cite cette source utilisée ensuite, avec les erreurs qu'elle contient, tant par les catholiques qui sont ses adversaires que par les socialistes. (Cf. l'article de Chauvière cité p. 136.)

<sup>4</sup> Mgr TURINAZ, *Les périls de la foi et de la discipline dans l'Eglise de France à l'heure présente, 1902*, p. 74 sq

<sup>5</sup> Cette lettre du 11 mars 1902 est elle-même une réponse. Elle fait partie d'un dossier à part. Il s'agit non de l'original, mais d'un double dactylographié. Plutôt que de Jean Prudhommeaux, futur chef de la Jeune Garde du Sillon à Reims, il doit s'agir d'Henri Prudhommeaux, auditeur assidu des «semaines Sociales» du Val, ordonne dans la chapelle des Harmel le 22 juillet 1906

Rien ne trouve grâce à ses yeux. Sept confréries pour le personnel constituent une absurdité, «ce qu'il peut y avoir de plus efficace pour détourner les ouvriers de la piété et de la religion». Les pèlerinages de Rome ne valent pas mieux : il préfère ne pas en parler. En conclusion, l'évêque de Nancy écrit : «Je crois n'être pas obligé de dire tout ce que je sais.»

La polémique rebondit en 1904, avec une nouvelle brochure de Mgr Turinaz. Un moment, Léon Harmel songe à lui intenter un procès<sup>1</sup>.

Désir de défense bien naturel. Déjà, à la suite des attaques socialistes, il a publié quelques brochures précises et bien faites, de 1895 à 1900. Celle de 1897, en particulier, publiée à l'occasion du procès avec *Le Franc Parleur*, est remarquable. Mais elle ne dit pas tout, évidemment<sup>2</sup>. A la différence des publications anciennes, elle est très discrète sur le plan religieux, elle insiste sur les questions professionnelles et sociales; sa présentation est résolument moderne par la clarté de sa composition. Le texte simple, aisément accessible, est pourtant plus précis que celui des autres brochures. Des tableaux documentaires bien faits (salaires, listes de vétérans) accrochent l'attention. De bonnes reproductions photographiques contribuent à rendre l'ensemble agréable. Cette brochure est visiblement destinée au public de toutes tendances. Elle constitue un plaidoyer très habile.

## **D. — LA RECHERCHE D'UN NOUVEL EQUILIBRE.**

*Les associations religieuses reprennent.*

Secoué par une crise interne, au milieu d'un monde de plus en plus hostile, géré, pour les œuvres et les institutions diverses, par un homme que les autres patrons ont déçu et qui met désormais sa confiance dans le peuple seul, le Val, après 1895, ne peut renaître exactement tel qu'il était autrefois.

La nostalgie du Moyen-Age a disparu. Les considérations sur la corporation médiévale ont passé de mode. Cela ne signifie pas le renoncement à toutes les méthodes d'action anciennes.

Avec ses deux aumôniers et le prêtre chargé de l'alumnat, la direction religieuse de l'usine est très forte, d'autant plus que, depuis l'arrivée des Oblats du Sacré-Cœur, l'harmonie règne avec les patrons. Chacune des trois écoles (garçons, filles, maternelle) est dirigée par un membre de la famille Harmel. Le personnel est toujours constitué par des religieuses et, pour l'école de garçons, par des Frères qui ont sur leurs élèves un ascendant moral bien supérieur à celui de l'aumônier. L'année 1904 n'amène un changement qu'apparent : les enseignants sont désormais des sécularisés. On voit même revenir certains des anciens Frères, désormais en civil<sup>3</sup>.

Les associations religieuses reprennent leur vigueur ancienne. Une photographie insérée dans une brochure de 1904 nous montre l'ensemble du personnel dans la cour de l'établissement avec les femmes qui portent toutes médailles et cordons distinctifs<sup>4</sup>. Les *Echos*, à partir de 1906, relatent scrupuleusement les fêtes religieuses, y compris les cérémonies l'intérieur de l'usine (décorations de statues, bougies qui brûlent en grand nombre...) Elles sont plus discrètes qu'autrefois. Il n'y a plus de déplacement massif à Reims pour les solennités de *Notre-Dame de l'Usine*<sup>5</sup>. Mais l'ambiance est peut-être plus chaude.

Dans les années qui précèdent la guerre, la pratique remonte sensiblement: les anciens sont tous d'accord sur ce point. Les *Echos* font état de 16.200 communions en 1911 contre 11.500 en 1907. S'adressant Mgr Luçon lors de sa seconde visite au Val, l'aumônier principal, l'abbé Gaillard, parle des «progrès étonnants

<sup>1</sup> La nouvelle brochure de Mgr Turinaz, s'intitule *Encore quelques mots sur les périls de la foi et de la discipline dans l'Eglise de France*. Son sous-titre « la démocratie chrétienne. L'apologétique de l'immanence » montre qu'il s'agit essentiellement d'une polémique doctrinale, plus encore qu'en 1902. De l'usine même du Val des Bois il n'est plus question. Sur le projet de procès cf. GUITTON, *op. cit.*, t. II, p. 210-212. Une note dactylographiée confidentielle conservée au Val fait une place plus modeste à Léon Harmel.

<sup>2</sup> *Mémoire sur le Val des Bois*, 31 mars 1897

<sup>3</sup> Source orale : M. Théodore. Source écrite : une note de juillet 1904

<sup>4</sup> In JAUBERT, *op. cit.*, feuille hors texte entre les p. 4 et 5

<sup>5</sup> En août 1911, aucune cérémonie au Val. Neuf délégués seulement se rendent à un office de Reims, présidé, il est vrai, par le cardinal. Il convient de tenir compte du déclin de l'Archiconfrérie

et qui font de l'Usine une paroisse vraiment modèle<sup>1</sup>. Les vocations se multiplient<sup>2</sup>. Il est vrai que l'on pousse les enfants un peu vite vers le service de Dieu<sup>3</sup>.

Sur le plan local, la mainmise durable sur la mairie, à partir de 1896, permet enfin aux Harmel de devenir ce qu'ils n'avaient pu être jusque-là, les seuls vrais maîtres de Warméville. Ils en profitent pour faire cesser les inégalités vexatoires dont ils souffraient. La musique de leur rival Simonnet n'est plus la seule à pouvoir circuler librement dans les rues. Les chemins qui mènent à leurs cités ouvrières sont enfin empierrés<sup>4</sup>. Le personnel doit s'en réjouir : le succès complet aux municipales de mai 1908 entraîne un jour de congé pour lui permettre de célébrer ce triomphe<sup>5</sup>. Rien n'a changé sur ce point depuis 1892.

Même chose en politique : les ouvriers qui se devaient d'être légitimistes en 1877, ne sauraient, à la fin du XIXe siècle, professer d'opinion qui s'écarte de la *Démocratie chrétienne*.

Mêmes méthodes, mêmes problèmes. Cela est vrai particulièrement sur le plan religieux.

Encore aujourd'hui, les anciens ne savent pas très bien comment interpréter l'importance de la pratique à la veille de la première guerre mondiale. Ils restent frappés par l'importance des rassemblements à la sortie de la grand-messe de la chapelle (mais ces rencontres rituelles avaient sans doute un caractère «festif» et communautaire plus que religieux). Tout en convenant qu'il existait une part de conformisme, voire d'hypocrisie, ils pensent que la ferveur n'était pas feinte et qu'une vie chrétienne réelle trouvait son épanouissement dans les conditions de vie du Val<sup>6</sup>. Faute de pouvoir sonder les reins et les cœurs, je me rallie à cette interprétation qui confirme, en somme, ce que j'ai dit sur la question, aux pages précédentes.

Tout cela repose le problème de la liberté à l'intérieur de l'usine. Des avantages sont maintenus pour les enfants qui pratiquent : les jeunes filles qui sont Enfants de Marie reçoivent toujours une dot spéciale à ce titre. En 1905, les *Echos* font allusion aux récompenses distribuées aux écoliers pour l'assistance à la messe en semaine pendant les vacances<sup>7</sup>. Les assemblées générales du Syndicat se tiennent toujours un dimanche ou un jour de fête, avec chorale et symphonie. Pourtant quelque chose a changé.

#### *Nature et limites des transformations.*

L'évolution du Conseil d'Usine (cf. ci-dessus) montre le sens de ce changement. La coopération, de plus en plus étroite, entre les patrons et leurs ouvriers, entraîne l'obligation de donner à ces derniers une formation, technique et générale, plus poussée. Condition indispensable pour qu'ils commencent à prendre en mains leurs destinées. Cela n'est d'ailleurs possible que si, dans les discussions avec leurs employeurs, ils peuvent s'exprimer librement. Tel est bien l'objectif avoué : il s'agit d'établir «la démocratie dans l'usine» (titre du discours de Rome en 1903).

Toutefois, la sincérité de l'intention est impuissante à faire disparaître les obstacles très réels qui existent sur la voie de cette sorte de décolonisation sociale. Ils proviennent, bien sûr, de la mentalité des patrons, mais aussi du fait que l'initiative continue à leur appartenir exclusivement. Le paternalisme le plus évolué est impuissant à assurer aux ouvriers une liberté véritable. Cela, Léon Harmel n'est jamais parvenu le comprendre. Le problème est d'ordre général. Il ne met pas en cause, uniquement, l'ambiguïté des réformes sociales en régime capitaliste. Il touche à l'ensemble des rapports humains : une liberté octroyée n'est jamais la liberté véritable.

Léon Harmel avait été frappé par la floraison, à Reims, des cercles chrétiens d'études sociales, formés à partir de 1891 par des ouvriers croyants ou incroyants qui cherchaient dans la doctrine de l'Eglise des réponses que le «socialisme» ne leur avait pas fournies. Frappé par le sérieux de leurs réunions, qui contribuent

<sup>1</sup> Les *Echos*, 6ème année, p. 66 (1911).

<sup>2</sup> En septembre, les *Echos*, 4ème année, p. 232, dénombrent quatorze prêtres ou religieux vivants issus du Val, dont deux Harmel, vingt-huit religieuses et six séminaristes. En outre, neuf prêtres, religieuses ou séminaristes décédés avaient la même origine.

<sup>3</sup> D'après les anciens : Sillet, Théodore, également l'abbé Lallemand actuel curé de Mouzon

<sup>4</sup> Note de mai 1904

<sup>5</sup> Les *Echos*, 3ème année, p. 179 (1908).

<sup>6</sup> Sources orales

<sup>7</sup> Les *Echos*, 1ère année, p. 28 (novembre 1905)

efficacement à la formation d'une élite ouvrière, il fonde lui-même au Val des Bois, le 22 février 1893, un cercle d'études sociales<sup>1</sup>. Certes, il ne peut empêcher sa disparition en 1895 mais il le rétablit dès que possible, sans doute en 1897 ou 1898. En fait, il doit lutter incessamment pour le maintenir en vie, éviter la lassitude des participants, susciter de nouveaux enthousiasmes. Tâche difficile, car l'aumônier ou les membres du cercle ne sauraient développer une doctrine différente de celle du patron<sup>2</sup>.

L'essentiel reste de préparer l'avenir : ce sont donc les jeunes qu'il importe particulièrement de toucher. En 1910, l'aumônier d'entreprise, qui est aussi aumônier de la *Jeunesse Catholique*, réunit une vingtaine d'adolescents avec pour mot d'ordre : piété, étude, action; mais en insistant particulièrement sur la partie étude<sup>3</sup>. Tentative utile : il semble bien qu'à la veille de la guerre, la relève des responsables commence à être assurée par une nouvelle génération.

#### *Le syndicat ouvrier du Val des Bois et la fin de la Corporation.*

L'évolution du syndicat lui-même montre, elle aussi, la nature et les limites des transformations intervenues.

En 1890, le Conseil syndical comprenait quinze membres : sept du groupe patronal (deux patrons et cinq employés); huit du groupe ouvrier. En 1900, il ne comprend plus de patron. Les seize membres simples sont tous des ouvriers. Seuls les deux vice-présidents (dont Champion) et le trésorier sont des employés. La présidence est assurée par Jolivet et le secrétariat par Sacotte. A l'intérieur du syndicat, et dans le cadre de la Corporation qui, théoriquement, est toujours en place, l'élément ouvrier a donc pris la place éminente. Les membres du Conseil, désormais élus par leurs pairs, possèdent un représentant dans chacune des «institutions économiques». Ils se réunissent chaque semaine en compagnie, il est vrai, d'un patron. C'est tout ce qui reste du caractère mixte du syndicat. Ce n'est pas, pour autant, négligeable.

Les décisions qui nécessitent l'assentiment de la majorité sont prises au cours de la réunion générale qui a lieu tous les mois ou lors de l'assemblée générale qui se réunit solennellement, en présence des patrons, une ou deux fois par an<sup>4</sup>.

La transformation officielle en syndicat purement ouvrier intervient le 24 décembre 1903. Sa signification est loin d'être évidente. M. Jacques Harmel estime que rien, à cette date, n'a été changé au fond des choses. Sans doute, je l'ai déjà dit, s'agit-il de permettre aux conseillers d'usine d'avoir les coudées franches afin de développer la participation ouvrière. Mais, pour les autres raisons possibles, je ne puis avancer que des hypothèses. S'agit-il de se démarquer des syndicats jaunes ?

Certainement pas, puisque Léon Harmel, qui étudie la transformation des statuts au moins à partir du 10 juin, accueille favorablement en juillet une brochure de Biétry<sup>5</sup>. Je ne pense pas non plus qu'il s'agisse de désarmer l'hostilité des radicaux, encore moins celle de la fraction hostile du clergé. Quant à l'opinion des autres patrons, Léon Harmel est depuis trop longtemps désabusé pour lui accorder de l'importance. Peut-être désire-t-il enlever un argument à la propagande socialiste, qu'il redoute particulièrement en 1903.

Une seule chose est certaine : le 10 juin, il s'adresse à l'imprimeur Rivière, à Blois, pour obtenir des renseignements sur son syndicat et, le 2 septembre, il écrit à l'abbé Guidé à propos de l'établissement de deux syndicats parallèles, en lui demandant de consulter Leclercq pour avis. Rivière employant des syndiqués C.G.T. de la très modérée *Fédération du Livre*, Leclercq étant, dans le Nord, le principal initiateur du syndicalisme chrétien ouvrier indépendant, on pourrait penser que Léon Harmel veut donner à son personnel une liberté syndicale complète. Il n'en est rien : ce qu'il admet à la rigueur chez les autres, il n'en veut pas chez lui (la liberté d'adhérer à une centrale syndicale n'y date que de 1936). Comme les lettres ci-dessus ne témoignent d'aucun enthousiasme, je pense, en fin de compte, que la transformation de 1903 constitue l'acte de décès de la Corporation chrétienne. Sans doute, l'obligation d'adhérer à une association religieuse pour bénéficier de tous les avantages du Val était-elle tombée en

<sup>1</sup> Lettre du 21 février 1893

<sup>2</sup> Cf. les *Echos* 1ère année, p. 254-56 (1906).

<sup>3</sup> Les *Echos*, 4ème année, p. 250 (1910).

<sup>4</sup> *Harmel frères filateurs*, 1900, p. 17

<sup>5</sup> La transformation des statuts est indiquée dans les *Echos*, 1ère année, p. 106 sq. (1906). La réception de la brochure de Biétry, *Rouges et Jaunes*, est signalée dans une lettre l'abbé Brière du 25 juillet 1903. (l'abbé Brière est, dans le clergé, le principal soutien du mouvement jaune)

désuétude. Désormais la séparation du domaine religieux et du domaine professionnel est consacrée en droit. Un indice confirme cette interprétation : à partir de ce moment, il n'est plus question de corporation, mais seulement d'usine chrétienne<sup>1</sup>.

La fin de ce qui avait longtemps été le grand espoir de Léon Harmel passe à peu près inaperçue.

Le climat du Val n'en paraît pas sensiblement changé. Au contraire, maintenant qu'une certaine liberté d'indifférence existe officiellement pour les syndiqués eux-mêmes, l'effort religieux redouble d'intensité.

*Un syndicat qui ne l'est que de nom.*

Au demeurant, il convient de ne pas se faire d'illusion : le syndicat du Val n'est pas un syndicat au sens habituel. La cotisation mensuelle, au lieu de se monter, comme c'est l'habitude, à 0,75 franc par mois (ou 1 franc par ménage) est de 0,25 franc uniformément. Les recettes, en 1905, sont assurées aux 6/7 par les subventions patronales (3.694,65 francs contre 632,25 de cotisations). La principale dépense consiste à aider financièrement les associations religieuses (1.010 frs). Vient ensuite la participation aux frais des associations récréatives, musique en tête (669,20 francs) ; l'achat de billards, jeux de cartes, vins et fournitures pour la buvette (329,90 francs), les indemnités de préavis pour licenciements de 28 et 13 jours (218,80 francs), enfin la bibliothèque, livres et abonnements (85,05 francs)<sup>2</sup>. Les patrons continuent à assister, assis sur l'estrade, aux assemblées générales. Pas plus après 1903 qu'avant cette date, le syndicat n'est autre chose qu'un organisme de gestion des conceptions patronales. Ce qui n'empêche pas une liberté réelle dans l'exécution.

## ***E. — EPILOGUE: LE VAL APRES 1914.***

La guerre est cruelle pour Warméville et le Val des Bois qui, pendant quatre ans, se trouvent en zone occupée à proximité du front. En février 1915, la production s'arrête complètement. L'usine est pillée et partiellement détruite. Le 5 octobre 1918, avant leur départ, les Allemands font sauter ce qui reste de l'usine, dont la dernière grande cheminée de 45 mètres de haut.

Après-guerre, le Val des Bois ne peut renaître tel qu'il était auparavant, d'autant plus que le « créateur » de l'usine chrétienne est mort le 25 novembre 1915.

Dans l'usine, reconstruite par ses ouvriers en 1922, l'atmosphère collective n'est plus exactement la même. Une partie des familles anciennement installées au Val n'est jamais revenue après l'exode. Les conditions de vie et, plus encore, les esprits ont évolué. Toutefois un effort considérable est accompli pour continuer l'œuvre de Léon Harmel. Les écoles rouvrent en 1922, en même temps que l'usine. Les institutions fonctionnent de nouveau : associations religieuses, aumônerie, Maison de Famille (agrandie), Conseil d'Usine, Conseil syndical, Caisse de famille, Compagnie des pompiers (qui fusionne plus tard avec celle de Warméville), groupe artistique. Le Cercle est de nouveau très fréquenté. La fête annuelle du Sacré-Cœur est, comme avant, chômée et payée. Les représentations de la Passion reprennent. Des pèlerinages ont lieu à Rome (1929 et 1950).

Toutefois certains signes extérieurs révèlent le changement survenu : par exemple les ouvrières cessent de porter leurs rubans à l'usine. Il semble, ce qui est plus important, que le Conseil d'Usine, pièce maîtresse de l'édifice, ait été gêné dans son fonctionnement par l'insuffisance de certains de ses membres. Sans doute n'étaient-ils plus aussi bien formés qu'auparavant.

Pourtant la sève créatrice n'est pas entièrement épuisée. Des innovations le montrent : ainsi les congés payés, institués dix ans avant la loi.

Le choc social de 1936 provoque la pénétration du syndicalisme dans l'usine. Les patrons manifestent le désir de voir le « syndicat » d'entreprise s'affilier à la C.F.T.C. Cette tentative se solde par un échec. Par contre, un certain nombre d'ouvriers et d'employés rallient la C.G.T. qui possédait un militant au Val des Bois (A noter que la constitution d'une petite section C.F.T.C. puis C.F.D.T. est un phénomène tardif. Il ne doit rien à la direction.)

<sup>1</sup> Cf. p. ex. une lettre de L Harmel à son fils, Nice, 11 octobre 1909; l'allocution à sa famille lors du déjeuner du 21 septembre 1913; le *Testament industriel* de Léon Hune en juillet 1914.

<sup>2</sup> Les *Echos*, 1ère année, p. 110-111 (1906).

En 1945, le Conseil d'Usine devient tout naturellement un Comité d'entreprise. Après la seconde guerre mondiale, le développement des moyens de transport individuels facilite les déplacements; il entraîne un relâchement accru de la vie collective du Val (au point de vue des loisirs notamment).

Mais ce n'est pas la guerre, c'est l'évolution technique et économique qui entraîne la disparition du Val de Léon Harmel. La nécessité d'acquérir, pour survivre, un matériel très onéreux amène la direction de l'usine à adopter le système des 3 X 8. L'aumônier et les religieuses n'ont plus leur place dans cette nouvelle organisation : l'aumônerie disparaît en 1957 et les religieuses partent, l'année suivante, accompagnées de regrets<sup>1</sup>. En même temps, le recrutement perd le caractère particulier qu'il avait conservé jusque-là. L'usine entreprend le ramassage, dans les environs, d'une main-d'œuvre tout-venant (lors de mon premier contact avec l'usine, en 1967, j'ai été frappé par la différence d'attitude entre les anciens ouvriers et le nouveau personnel à l'égard de M. Jacques Harmel. Les premiers témoignaient d'une déférence affectueuse. Les jeunes ouvrières, qui, il faut être juste, ne l'ont jamais connu en tant que patron, restaient parfaitement indifférentes devant leur métier).

Du passé que reste-t-il ? Une chapelle où l'on dit encore la messe dominicale, mais pour un temps limité; une statue de Notre-Dame de l'Usine dans la salle principale et une croix dans chaque salle; des écoles privées qui fonctionnent avec un personnel laïque.

Le seul privilège du Val, aujourd'hui, est d'être la seule filature de laine de quelque importance qui ait échappé à la mort du textile rémois. Avec un effectif réduit (300 à 350 personnes) mais une production importante et moderne (utilisation de l'orlon), cette entreprise, qui reste familiale, a perdu son originalité tandis que l'isolement du Val cessait d'exister.

Ainsi a disparu un terrain privilégié d'expérimentation sociale.

---

<sup>1</sup> Sources orales, notamment Mademoiselle Champion